

INVESTIR L'ARÈNE EUROPÉENNE DE LA RECHERCHE

Le « Groupe de Liaison » des historiens auprès de la Commission européenne

[Morgane Le Boulay](#)

De Boeck Supérieur | « Politix »

2010/1 n° 89 | pages 103 à 124

ISSN 0295-2319

ISBN 9782804160562

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-politix-2010-1-page-103.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Investir l'arène européenne de la recherche

Le « Groupe de Liaison » des historiens auprès de la Commission européenne

Morgane LE BOULAY

Résumé – Si les politiques européennes en matière de recherche et d'enseignement de l'histoire commencent à être questionnées, les mobilisations des historiens au sein des institutions communautaires le sont rarement. En étudiant le cas du « Groupe de Liaison des professeurs d'histoire contemporaine auprès de la Commission des Communautés européennes », cet article tente de mettre en lumière le rôle actif de ce dernier et d'interroger les interactions que ses membres nouent avec les fonctionnaires européens. Loin de se contenter de répondre à une commande, ces historiens issus des relations internationales profitent de l'affinité de leurs recherches avec la vision de la construction européenne de la Commission pour tenter d'« investir l'arène européenne » et d'obtenir un accès privilégié aux archives communautaires et aux ressources financières et symboliques (chaires Jean Monnet, subventions de réseaux thématiques dans le cadre des PCRD, etc.). Ces mobilisations prennent corps dans le cadre de rivalités inter- et intra-disciplinaires. Elles sont l'objet de rapports de forces permanents avec les fonctionnaires de la Commission.

Ces dernières décennies, l'activité historique s'est fortement développée autour de la thématique européenne. Dans ce domaine, le nombre de publications a considérablement augmenté, des colloques sont régulièrement organisés, des projets de recherches sont lancés et des lieux de recherches se créent, souvent accompagnés de la mise en place de revues¹ ou de collections² spécialisées. Outre cet essor d'une histoire de l'Europe, les masters universitaires, les projets de manuels scolaires ou de musées et les interventions médiatiques se multiplient sur cette thématique. Ce phénomène concerne les spécialistes des différentes périodes historiques (contemporaine, moderne, médiévale ou antique) et touche, bien que dans des proportions variées³, l'ensemble des pays européens. Il s'est tant institutionnalisé que l'on peut aujourd'hui considérer l'Europe comme un champ de recherche à part entière au sein de la discipline historique. Un petit nombre d'historiens font en effet de cet objet (que ce soit par le biais de travaux sur la « civilisation européenne », l'« idée d'Europe », la construction européenne, etc.) un de leurs domaines de spécialisation. Ils acquièrent des compétences spécifiques, internationalisent leurs parcours professionnels et occupent des positions clefs dans les divers instituts dédiés à l'Europe. En construisant leurs carrières scientifiques à la croisée des universités et de la Commission européenne, les membres du « Groupe de Liaison des professeurs d'histoire contemporaine auprès de la Commission des Communautés européennes » (réseau d'historiens créé en 1982) se sont notamment faits maîtres de l'histoire de l'intégration européenne.

Pour expliquer ces transformations, historiens, sociologues ou politistes ont souvent tendance à privilégier la piste d'une politique volontaire des institutions européennes. Si les politiques de l'UE ou du Conseil de l'Europe en matière d'histoire donnent lieu à des travaux⁴, les mobilisations des historiens au sein de ces institutions sont rarement l'objet d'études. En nous appuyant sur la production

1. En 1992 naissent notamment les revues *Early Medieval Europe* (Blackwell) et *Contemporary European History* (Cambridge University Press), en 1995 la *Revue d'histoire de l'intégration européenne* du Groupe de Liaison (Nomos), en 2000 le *Jahrbuch für Europäische Geschichte* publié par l'Institut d'Histoire Européenne de Mayence (Oldenbourg), en 2003 le *Journal of Modern European History* (Beck).

2. Cf. notamment la collection du Groupe de Liaison créée en 1995 chez Bruylant ; « Nations d'Europe » chez Hatier depuis 1992 ; « Faire l'Europe », publiée dans cinq pays et notamment au Seuil depuis 1993 ; « Euroclio. Études et documents » depuis 1993 (Peter Lang) ; ou « *Europäische Geschichte* » chez Fischer depuis 1996.

3. Historiens français et allemands sont particulièrement actifs. Le phénomène s'observe aussi en Autriche, en Belgique, en Italie, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, en Pologne, en République tchèque, etc.

4. Mink (G.), Neumayer (L.), dir., *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007, partie IV ; Calligaro (O.), « The EU Actions in the Field of Heritage, 1974-2007 : A Contribution to the Discussion on the Role of Culture in the European Integration Process », communication au IV^e colloque international de l'association RICHIE « Cultures nationales et identité communautaire », Cergy, 11-13 décembre 2008, à paraître ; Garcia (P.), « Une politique mémorielle européenne ? Le statut de l'histoire dans le discours des institutions européennes », communication au séminaire « Pour un espace public européen au cadre mondial » organisé par Frank (R.), Kaelble (H.) et Passerini (L.), Berlin, 22-24 juin 2006, à paraître chez Peter Lang.

scientifique et les comptes rendus de réunions du Groupe de Liaison⁵ – unique dans le paysage de la recherche historique quant à sa proximité avec la Commission –, ainsi que sur deux entretiens, réalisés l'un avec un fonctionnaire de la Commission, l'autre avec Wilfried Loth (membre du groupe depuis 1984 et à sa présidence depuis 2001), nous tenterons de montrer que l'activité de ce dernier ne peut être réduite au résultat de « commandes » politiques communautaires.

Après être revenus sur les conditions de la création de ce groupe, nous mettrons en lumière le fait que celui-ci se base sur une convergence d'intérêts et sur une affinité de vue du processus de construction européenne par les historiens, les fonctionnaires et les politiques européens. Il conviendra alors de s'interroger sur les interactions qui s'établissent entre ces différents acteurs. Nous verrons que celles-ci sont marquées par des tensions issues de l'ambivalence de cette « situation d'expertise⁶ ». En pénétrant dans l'arène européenne, ces universitaires doivent montrer leur « utilité » et répondre aux attentes de la Commission, tout en préservant l'autonomie de leurs interprétations historiques. Loin de correspondre à un cas d'expertise purement « mandatée⁷ », la coopération qui se met en place s'apparente de plus à un « espace négocié » dans lequel les historiens luttent pour tenter d'obtenir davantage de prérogatives, de ressources financières et de titres symboliques.

Une telle analyse a pour objectif de rendre aux historiens leur rôle d'acteurs à part entière. Tout comme la construction d'une histoire nationale n'a pas été seulement le fruit d'une instrumentalisation politique, mais a aussi constitué un moyen pour les historiens de se professionnaliser et de s'autonomiser face à la littérature ou la philosophie⁸, l'histoire de l'Europe (celle de l'intégration européenne dans le cas que nous étudions ici) n'est pas uniquement un outil de légitimation pour la construction européenne. Elle est aussi devenue un terrain sur lequel se cristallisent des rivalités inter- et intra-disciplinaires. Alors que l'histoire des relations internationales dans laquelle ils sont spécialisés est menacée de vieillissement, l'écriture d'une histoire de l'intégration européenne et le développement de relations privilégiées avec la Commission permettent en particulier aux membres du Groupe de Liaison de se reconvertir, de se faire reconnaître un rôle dans le processus de construction communautaire et de résister à l'essor de l'histoire sociale et culturelle.

5. Les archives de R. Girault disponibles à la BDIC de Nanterre, qui couvrent la période allant jusqu'au milieu des années 1990, ont été analysées.

6. Cf. Delmas (C.), « Pour une définition non positiviste de l'expertise (note de travail) », in Damamme (D.), Ribémont (T.), dir., *Expertise et engagement politique*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 18.

7. Cf. Castel (R.), « L'expert mandaté et l'expert instituant », in *Situations d'expertise et socialisation des savoirs*, Saint-Etienne, CRESAL, 1985 ; Damamme (D.), « Michel Crozier, intellectuel, sociologue, expert », in Damamme (D.), Ribémont (T.), dir., *Expertise...*, *op. cit.*

8. Noiriel (G.), « Naissance du métier d'historien », *Genèses*, 1, 1990 ; Ribémont (T.), *L'expertise historique dans la France contemporaine. La fonction politique de l'histoire en question*, thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris-Dauphine, 2006, chap. 1.

Aux origines du Groupe de Liaison : entre impulsion communautaire et mobilisation académique

Un regain de l'enjeu européen dans les années 1980-90 en partie porté par l'UE

Tout au long du XX^e siècle, l'« Europe » a pu être un objet de recherche pour quelques historiens. L'intérêt pour cet objet est cependant très fluctuant selon les périodes et les caractéristiques de l'activité historique à son égard (tant les thèmes de recherche que les approches privilégiés) évoluent au gré des débats et des enjeux contemporains. C'est à la suite de la Première Guerre mondiale, avec l'émergence d'un débat sur la crise européenne⁹, qu'apparaît une « histoire *explicitement européenne* »¹⁰. Auparavant, le sentiment de supériorité européenne était tel qu'histoire du monde et histoire de l'Europe étaient confondues¹¹. Conformément aux enjeux de dialogue et de réconciliation entre les pays notamment portés par la Société des Nations, des études comparatives voient alors le jour¹² : l'Europe est pensée comme un ensemble de nations dont il convient d'analyser les similitudes et les différences. Puis, l'expérience de la Seconde Guerre mondiale, les projets de construction européenne et l'engagement d'acteurs tels que Denis de Rougemont autour de l'idée d'une « culture européenne » renforcent l'histoire de l'Europe et font émerger de nouveaux types d'études. Dans les années 1950-60, Pierre Renouvin, Jean-Baptiste Duroselle, Max Beloff, Federico Chabod, Carlo Curcio, Christopher Dawson ou encore Walter Lippens¹³ se penchent ainsi sur l'« idée d'Europe », ses « racines » ou la politique d'intégration¹⁴. Mais durant la Guerre froide, les discussions scientifiques perdent de leur vigueur, si bien que dans les années 1970 et au début des années 1980 « les experts – sociologues, politistes, historiens, ethnologues – travaillaient peu sur l'Europe »¹⁵. Les héritiers des historiens des relations internationales qui avaient construit leur légitimité dans les années 1960 en rédigeant le récit des origines

9. Cf. Kaelble (H.), *Europäer über Europa: die Entstehung des europäischen Selbstverständnisses im 19. und 20. Jahrhundert*, New York-Frankfurt a. M., Campus Verlag, 2001, p. 128-218.

10. Kirsch (M.), « Europa im Denken der Historiker in der Mitte des 20. Jahrhunderts zwischen "Selbstvergewisserung" und interkulturellem Vergleich », in Kaelble (H.), Kirsch (M.), dir., *Selbstverständnis und Gesellschaft der Europäer: Aspekte der sozialen und kulturellen Europäisierung im späten 19. und 20. Jahrhundert*, Frankfurt a. M., Peter Lang, 2008, p. 182 ; nous traduisons.

11. *Ibid.*

12. Rousselier (N.), « Pour une écriture européenne de l'histoire de l'Europe », *Vingtième siècle*, 38, 1993, p. 79 et Kirsch (M.), « Europa im Denken... », *loc. cit.*, p. 189, citent notamment M. Bloch ou H. Pirenne.

13. Cf. Loth (W.), « Walter Lippens », in Duchhardt (H.), Morawiec (M.), Schmale (W.), Schulze (W.), dir., *Europa-Historiker: ein biographisches Handbuch*, t. 1, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2006, p. 321-322.

14. Kirsch (M.), « Europa im Denken... », *loc. cit.*, p. 196-197.

15. Kaelble (H.), « Vers une histoire sociale et culturelle de l'Europe pendant les années de l'« après-prospérité » », *Vingtième siècle*, 84, 2004, p. 177.

de la construction européenne¹⁶, notamment, se limitent à cette époque le plus souvent aux perspectives nationales ou binationales.

Il faut attendre la relance du processus de construction institutionnelle des années 1980-90 pour que l'Europe redevenue véritablement un enjeu scientifique. Alors que les activités de recherche étaient traditionnellement attachées à l'État-Nation depuis le XIX^e siècle, l'Europe fait alors son apparition comme dimension structurante de la recherche. D'une part, l'attribution de compétences nouvelles aux Communautés, l'effondrement du bloc communiste et les élargissements successifs de l'UE ravivent les discussions politiques et scientifiques sur la thématique européenne et font naître de nouveaux questionnements liés à l'identité européenne. D'autre part, on voit émerger une politique européenne de recherche. Le premier « programme-cadre pour des activités communautaires de recherche, de développement et de démonstration » (PCRD) est lancé en 1984¹⁷. À travers des appels d'offres ciblés, c'est un système de financement européen de la recherche qui voit le jour – et qui s'ajoute aux activités menées depuis les années 1970 par la Fondation européenne de la science (ESF) en faveur de la coopération internationale de chercheurs. Cette politique de recherche s'accompagne en outre d'une multiplication des recours aux groupes d'experts par la Commission¹⁸. Le Groupe de Liaison qui se met en place dans les années 1980 constitue cependant un cas unique parmi les historiens.

L'essor du thème européen dans les débats publics et dans les travaux d'un ensemble de disciplines (économie, droit, science politique, sociologie, histoire, etc.) et l'apparition d'un cadre européen d'administration de la recherche et d'expertise sont intimement mêlés. Ces phénomènes contribuent chacun au « déplacement d'un nombre considérable d'enjeux du niveau national vers l'arène européenne¹⁹ », que ce soient des enjeux scientifiques (conception de méthodes aptes à saisir ce nouvel objet), financiers (accès aux ressources) ou liés à l'acquisition de positions influentes (« accès aux structures bruxelloises²⁰ »). Les historiens – même s'ils sont les parents pauvres de la politique de recherche communautaire²¹ – ne peuvent ignorer cette nouvelle configuration.

16. Cohen (A.), « Le "père de l'Europe"?. La construction sociale d'un récit des origines », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 166-167, 2007.

17. Résolution du Conseil du 25 juillet 1983.

18. Les situations d'expertise sont très variées au sein de la Commission. L'expertise peut être interne ou externe (Robert (C.), « L'expertise comme mode d'administration communautaire : entre logiques technocratiques et stratégies d'alliance », *Politique européenne*, 11, 2003, p. 57). Elle peut aussi bien mettre en jeu des fonctionnaires nationaux, des industriels ou des acteurs académiques (Jourdain (L.), « La Commission Européenne et la construction d'un nouveau modèle d'intervention publique. Le cas de la politique de recherche et de développement technologique », *Revue française de science politique*, 46 (3), 1996).

19. Zimmermann (B.), « Introduction », in Zimmermann (B.), dir., *Les sciences sociales à l'épreuve de l'action. Le savant, le politique et l'Europe*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2004, p. 6.

20. Jourdain (L.), « La Commission... », art. cit., p. 512.

21. En témoigne notamment le peu de projets à dominance historique financés dans le cadre des PCRD, cf. <http://cordis.europa.eu>.

L'émergence d'un nouvel espace où sont allouées subventions et reconnaissance symbolique, conjuguée à l'essor de la question européenne dans les débats publics et à la multiplication des travaux de disciplines voisines portant sur l'Europe (voire l'histoire de l'Europe) obligent les historiens à se pencher sur la thématique. Un nombre croissant d'entre eux reviennent alors vers l'objet européen. Projets de recherche, publications, offres de formations universitaires liés à l'Europe se développent, d'abord par le fait d'une très faible minorité, puis (même si la perspective nationale reste dominante dans la discipline) d'un nombre non négligeable d'historiens. Dans ce cadre, les membres du Groupe de Liaison, engagés depuis la fin des années 1970 dans la construction d'une histoire de l'intégration européenne, font figure de précurseurs.

Naissance du Groupe de Liaison : l'investissement d'historiens contemporanéistes pour accéder aux archives communautaires

La création du Groupe de Liaison est en partie le fruit d'une politique communautaire. Au début des années 1960, une division « Information Universitaire – Jeunesse – Éducation des adultes » a été créée au sein du service « Presse et Information » dirigé par Jacques Rabier (commun à la CEE, la CEEA et l'Euratom, puis rattaché uniquement à la Commission européenne à partir de 1967²²). Jean Moreau, premier responsable de cette division, a alors mis en place une série d'actions à l'égard du secteur universitaire : enquête visant à répertorier les thèses portant sur l'intégration communautaire, création d'un Prix pour ce type de thèses, de bourses de recherche pour jeunes universitaires, et organisation de colloques sur des thèmes européens²³. Ces actions ont contribué dès les années 1960-70 à la mise en réseaux au niveau communautaire de juristes, d'économistes et de politistes travaillant sur la construction européenne. À cette époque, la division n'entretenait pas encore de contacts avec des historiens²⁴ du fait de l'absence de thèses d'histoire portant sur l'intégration²⁵. En 1982, c'est pourtant bien avec l'appui de la division Information Universitaire que le Groupe de Liaison est créé. Le soutien du secrétaire général de la Commission, Émile Noël, qui encourage les activités de cette division

22. Ce service devient alors la « DG X ». Cf. Dumoulin (M.), « Quelle politique de l'information ? », in Dumoulin (M.), dir., *La Commission européenne 1958-1972. Histoire et mémoires d'une institution*, Luxembourg, OPOCE, 2007, p. 535.

23. À propos de l'histoire de la division, cf. Entretien de Du Réau (É.) avec Jean-Charles Moreau, le 18 mai 1998, p. 46-51 ; Entretien de Dumoulin (M.), Cailleau (J.) avec Fausta Deshormes, le 2 février 2004 à Bruxelles ; Entretien de Dumoulin (M.), Cailleau (J.) avec Jacqueline Lastenouse-Bury, le 21 janvier 2004 à Bruxelles. Disponibles sur <http://www.warc.eui.eu/HAEU/FR/oh.asp>.

24. Cf. Entretien de Du Réau (É.) avec J.-Ch. Moreau, p. 50 ; Entretien de Dumoulin (M.), Cailleau (J.) avec J. Lastenouse-Bury, p. 22-23.

25. Parmi les 1217 thèses et mémoires répertoriés de 1957 à 1977 par la division, on compte seulement deux thèses d'histoire, écrites par des doctorants américains, ainsi qu'un petit nombre de thèses et mémoires pour lesquelles la discipline n'est pas précisée. La plupart relèvent du droit, de la science politique ou de l'économie. Cf. Siemers (J.-P.), *European Integration: Select International Bibliography of Theses and Dissertations, 1957-1977*, Alphen aan den Rijn, Sijthoff & Noordhoff, 1979.

et s'investit personnellement pour favoriser les études européennes²⁶, est aussi capital. Il permettra notamment de garantir le financement des colloques et des réunions du groupe²⁷.

Il serait cependant erroné de considérer le Groupe de Liaison comme le résultat unilatéral d'une politique volontariste de la Commission. Ce serait oublier que la proposition de constitution d'un « groupe permanent de liaison des historiens européens » revient aux historiens, et en particulier à René Girault. Ce serait aussi occulter l'investissement préalable de ces historiens, en particulier celui de W. Lipgens, pour fonder un groupe qui pourrait surmonter les difficultés liées à l'accès aux archives relatives à la construction européenne.

L'historien ouest-allemand W. Lipgens a commencé à s'intéresser à l'intégration européenne dans les années 1950, alors qu'il travaillait pour le *think tank* fédéraliste *Forschungsinstitut der deutschen Gesellschaft für auswärtige Politik*. En 1976, il est appelé à participer à la mise en place du département historique de l'Institut Universitaire européen de Florence (IUE). Son projet d'écrire une histoire des débuts de l'intégration européenne se heurte alors au problème de l'accès aux archives. Non seulement un grand nombre de sources relatives à l'histoire de l'intégration relève des États membres, mais, en outre, seule une partie des archives des institutions communautaires sont accessibles aux historiens. En septembre 1977, W. Lipgens réunit donc des spécialistes des relations internationales de différentes nationalités afin de faire le point sur l'accessibilité aux différentes archives et de fonder une équipe pour mener à bien cette recherche²⁸.

C'est à la suite de ces actions menées par W. Lipgens et ce groupe d'historiens que la Commission européenne décide de rendre accessibles les archives datant de trente ans ou plus – néanmoins avec des restrictions pour les documents « sensibles », issus de l'Euratom notamment. En 1978, la Commission crée à cette fin un service d'« Archives historiques » et nomme un archiviste, Hans Hofmann, à sa direction. Après avoir été enregistrées sur microfilm, les archives sont transférées à l'IUE²⁹. On voit là se dessiner une forme de « transaction collusive » entre l'IUE (en particulier son département d'histoire), qui s'assure un

26. Cf. Entretien de Dumoulin (M.), Cailleau (J.) avec J. Lastenouse-Bury, p. 17-18. É. Noël était notamment en contact avec l'historien J.-B. Duroselle avant la création du groupe (entretien de l'auteur avec W. Loth, président du Groupe de Liaison, le 5 novembre 2009 à Essen).

27. À l'origine, la Commission finançait intégralement l'organisation des réunions du groupe, et ses colloques de moitié (*ibid.*).

28. Cf. Lipgens (W.), ed., *Sources for the History of European Integration (1945-1955): A Guide to Archives in the Countries of the Community*, Leyden, Sijthoff, 1980.

29. Au sujet de la gestion des archives, cf. « Communication de M. Van Der Meulen sur les archives historiques des Communautés Européennes », in *Étude du début de la construction européenne. Apport des sources et archives, 1946-1952. Colloque multinational des professeurs d'histoire contemporaine, Luxembourg 28-29 janvier 1982*, Bruxelles, Commission Européenne, 1982 ; Commission Européenne, *Service des archives historiques*. Disponible sur http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cmsUpload/blue%20guide_FR_web29052008.pdf. Le traitement préalable des archives conduit à des retards dans le transfert à l'IUE : certaines archives non encore copiées se trouvent toujours à la Commission après le délai de trente ans.

Les membres du Groupe de Liaison de 1982 à 2009*

	Fondation du Groupe en 1982	Volumes 1 et 2 de la collection du Groupe de Liaison (1986, 1988)	Volume 3 (1989)	Volumes 4, 5 et 7 (1993, 1995, 1999)	Volumes 8, 10, 6 et 9 (2001, 2004, 2005, 2006)	Volume 11 (2007)
RFA puis Allemagne	LIPGENS Walter (Univ. de la Sarre) SCHWARZ Hans-Peter (Univ. de Cologne)	LOTH Wilfried (Univ. d'Essen) SCHWABE Klaus (<i>Technische Hochschule</i> d'Aix-la-Chapelle)	LOTH Wilfried (Univ. d'Essen) SCHWABE Klaus (<i>Technische Hochschule</i> d'Aix-la-Chapelle)	LOTH Wilfried (Univ. d'Essen) SCHWABE Klaus (<i>Technische Hochschule</i> d'Aix-la-Chapelle)	LOTH Wilfried (Univ. d'Essen) SCHWABE Klaus (<i>Technische Hochschule</i> d'Aix-la-Chapelle)	LOTH Wilfried (Univ. d'Essen) SCHWABE Klaus (<i>Technische Hochschule</i> d'Aix-la-Chapelle)
Belgique	DUMOULIN Michel (Univ. Catholique de Louvain : UCL)	DUMOULIN Michel (UCL)	DUMOULIN Michel (UCL)	DUMOULIN Michel (UCL)	DUMOULIN Michel (UCL)	DUMOULIN Michel (UCL)
Danemark					LAURSEN Johnny (Univ. d'Aarhus)	LAURSEN Johnny (Univ. d'Aarhus)
Espagne					GUIRAO Fernando (Univ. de Barcelone)	GUIRAO Fernando (Univ. de Barcelone)
France	GIRAULT René (Univ. Paris I, Sorbonne) POIDEVIN Raymond (Univ. Strasbourg III)	GIRAULT René (Univ. Paris X, Nanterre) POIDEVIN Raymond (Univ. Strasbourg III)	GIRAULT René (Univ. Paris I, Sorbonne) POIDEVIN Raymond (Univ. Strasbourg III)	GIRAULT René (Univ. Paris I, Sorbonne) POIDEVIN Raymond (Univ. Strasbourg III)	BOSSUAT Gérard (Univ. de Cergy-Pontoise) BITSCH Marie-Thérèse (Univ. Strasbourg III)	BOSSUAT Gérard (Univ. de Cergy-Pontoise) BITSCH Marie-Thérèse (Univ. Strasbourg III)

	Fondation du Groupe en 1982	Volumes 1 et 2 de la collection du Groupe de Liaison (1986, 1988)	Volume 3 (1989)	Volumes 4, 5 et 7 (1993, 1995, 1999)	Volumes 8, 10, 6 et 9 (2001, 2004, 2005, 2006)	Volume 11 (2007)
Irlande	Mac CARTNEY Donal (Univ. de Dublin)					
Italie	KEOGH Dermot (Univ. de Cork)	KEOGH Dermot (Univ. de Cork)	KEOGH Dermot (Univ. de Cork)	KEOGH Dermot (Univ. de Cork)		
	SERRA Enrico (Univ. de Bologne)	SERRA Enrico (Univ. de Bologne)	SERRA Enrico (Univ. de Bologne) De ROSA Luigi (Univ. de Naples)	VARSORI Antonio (Univ. de Padoue)	VARSORI Antonio (Univ. de Florence)	VARSORI Antonio (Univ. de Padoue)
Luxembourg	TRAUSCH Gilbert (Centre universitaire de Luxembourg)	TRAUSCH Gilbert (Centre universitaire de Luxembourg)	TRAUSCH Gilbert (Centre universitaire de Luxembourg)	TRAUSCH Gilbert (Centre d'Études et de Recherches Européennes Robert Schuman (CERE), Luxembourg)	TRAUSCH Gilbert (CERE)	TRAUSCH Gilbert (CERE)
Pays-Bas	MANNING Adrian (Univ. de Nimègue)	MANNING Adrian (Univ. de Nimègue)	MANNING Adrian (Univ. de Nimègue)	KERSTEN Albert (Univ. de Leyde)	VAN der HARST Jan (Univ. de Groningue)	VAN der HARST Jan (Univ. de Groningue)
Royaume-Uni	MILWARD Alan S. (Univ. de Manchester)	MILWARD Alan S. (London School of Economics ; LSE)	MILWARD Alan S. (LSE)	MILWARD Alan S. (LSE)	MILWARD Alan S. (IUE, puis Cabinet Office, Londres)	MILWARD Alan S. (Cabinet Office, Londres)
	WATT Donald Cameron (LSE)	WATT Donald Cameron (LSE)	WATT Donald Cameron (LSE)	DEIGHTON Anne (Université d'Oxford)	DEIGHTON Anne (Université d'Oxford)	DEIGHTON Anne (Université d'Oxford)
			BULLEN Roger (LSE)			LUIDLLOW N. Piers (LSE)

* Tableau réalisé à partir de la liste des membres figurant dans les ouvrages de la collection Groupe de liaison des historiens auprès des Communautés, Bruxelles, Bruylant, volumes 1-11, la *Revue d'histoire de l'intégration européenne* et notre entretien avec W. Loth. Les présidents du groupe ont été successivement : R. Girault (jusqu'en 1989), G. Trausch (de 1989 à 2001), puis W. Loth (depuis 2001). E. Calandri (Université de Florence, Italie) et N. Paun (Université de Cluj-Napoca, Roumanie) devraient rejoindre le groupe en 2009 (entretien avec W. Loth).

accès privilégié aux archives, et la Commission, qui suit avec intérêt les recherches sur l'intégration européenne.

En 1982, alors que la Commission européenne vient de finaliser son projet d'ouverture des archives au public, la direction générale de l'Information et le Centre Universitaire de Luxembourg organisent un colloque sur la question, réunissant des fonctionnaires de la Commission et des historiens. Si un grand nombre d'historiens sont présents, ce sont surtout les participants du colloque organisé en 1977 par W. Lipgens qui prennent la parole, et ce en particulier pour réclamer un plus large accès aux sources communautaires. Parmi eux, Hans-Peter Schwarz regrette le fait que les historiens aient pris du retard dans les études européennes en comparaison avec les spécialistes des relations internationales issus de l'économie, du droit ou de la science politique du fait de leur dépendance aux archives³⁰. D'autres, à l'image de Donald Watt, Raymond Poidevin, René Girault ou W. Lipgens, dénoncent les restrictions apportées à la règle du délai de trente ans dans le projet de la Commission et revendiquent d'être étroitement associés au travail des archivistes³¹. C'est dans ce contexte que R. Girault (disciple de P. Renouvin et de J.-B. Duroselle) propose de créer un réseau d'historiens ayant pour objectif de favoriser la recherche historique sur l'intégration européenne, de « conseiller les Communautés sur les actions scientifiques à entreprendre avec son appui » et « d'aider à une meilleure utilisation par les chercheurs des moyens de recherche mis à leur disposition, tels que les archives³² ».

Les fondateurs du groupe (tableau, 1^{re} colonne), qui sont issus des pays alors membres de la Communauté européenne³³, partagent un intérêt pour l'histoire moderne et/ou contemporaine des relations internationales. Hormis M. Dumoulin et D. Keogh, ils sont tous nés dans les années 1920-30 et disposent déjà en 1982 d'une « autorité scientifique³⁴ » : ils occupent chacun un poste de professeur et disposent de ressources pour mener une recherche internationale (compétences linguistiques, expériences de recherches portant sur un pays autre que le leur). Les travaux de R. Girault, A. Milward, R. Poidevin et M. Dumoulin portent en particulier sur les économies nationales et les relations économiques et financières entre États-Nations. H.-P. Schwarz et A. Milward cultivent une certaine proximité avec la science politique, qu'ils enseignent ou enseigneront à un moment de leur carrière. W. Lipgens, D. Watt, H.-P. Schwarz, A. Milward

30. Cf. « Rapport du Professeur Hans-Peter Schwarz sur la recherche sur l'histoire contemporaine appliquée à l'intégration européenne. État de la recherche et perspectives », in *Étude du début...*, op. cit., p. 74-75.

31. Cf. *Étude du début...*, op. cit., p. 10.

32. *Ibid.*, p. 20.

33. Les neuf pays membres à la suite de l'élargissement de 1973, hormis le Danemark. Le groupe s'ouvre par la suite à ce pays et à l'Espagne (cf. tableau) et devrait s'ouvrir à la Roumanie en 2009 (entretien avec W. Loth).

34. Cf. Bourdieu (P.), « Le champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2 (2-3), 1976.

et R. Girault ont déjà publié des ouvrages sur l'Europe. Ils sont parfois liés entre eux par divers réseaux de coopération à l'image de celui mis en place par le Centre de Recherche Relations Internationales (fondé en 1971 à Metz par R. Poidevin) avec l'Université de la Sarre (où W. Lippens est de retour depuis 1979), l'historien luxembourgeois Gilbert Trausch ou encore l'historien belge M. Dumoulin³⁵. Pourtant, hormis W. Lippens et R. Poidevin – qui est rattaché au Centre universitaire des hautes études européennes (CUHEE) de l'Université Robert Schuman de Strasbourg depuis 1980 –, aucun d'entre eux n'est à proprement parler spécialiste de l'intégration européenne, et aucun réseau de dimension européenne n'existe encore. Dans ce cadre, la création d'un Groupe de Liaison et le partenariat avec la Commission vont leur permettre de se fédérer et de défendre leurs intérêts (accès aux archives et aux ressources financières ou symboliques) au sein même de cette institution. Ils vont aussi permettre à ces historiens universitaires de coopérer – et de rivaliser³⁶ – avec l'IUE.

Une « mise en réseau » favorable aux historiens autant qu'aux fonctionnaires et politiques européens

Des fonctionnaires et des politiques européens en quête de légitimité

Les fonctionnaires du service d'Information Universitaire forment une petite équipe en position de faiblesse au sein de la Commission. Leurs activités sont loin d'être considérées comme une priorité et ils ont longtemps été considérés comme des « saltimbanques³⁷ » par leurs collègues. Dans les années 1960-70, ils rencontrent des difficultés à mettre en œuvre leur mission (dont la définition reste floue) auprès des universitaires et travaillent dans la crainte de voir leurs programmes remis en question. La possibilité de contribuer à la création d'un réseau européen d'historiens prêts à travailler sur l'intégration européenne constitue donc une véritable opportunité pour le service. Elle permet non seulement de concrétiser sa politique de promotion de réseaux universitaires transnationaux, mais aussi d'espérer gagner en légitimité auprès du milieu académique comme au sein de la Commission. Pour les fonctionnaires européens participant au projet, celui-ci constitue également un moyen de resserrer les

35. Cf. Becker (J.), « Raymond Poidevin », *Francia: Forschungen zur westeuropäischen Geschichte*, 28 (3), 2001.

36. À propos de la concurrence entre les universitaires et l'IUE, cf. Palayret (J.-M.), « Une grande école pour une grande idée. L'institut universitaire européen de Florence et les vicissitudes d'une identité "académique" de l'Europe (1948-1990) », in Bitsch (M.-T.), Loth (W.), Poidevin (R.), dir., *Institutions européennes et identités européennes*, Bruxelles, Bruylant, 1998.

37. Entretien de Dumoulin (M.), Cailleau (J.) avec J. Lastenouse-Bury, p. 15. La Division n'aura longtemps que deux postes (hors stagiaires et contractuels).

liens avec le milieu universitaire et d'accomplir leur carrière. Jacqueline Lastenouse, principale responsable du projet au sein du service, qui participe aux réunions du groupe, va ainsi pouvoir jouer pleinement son « rôle d'interface entre la maison [la Commission] et le monde académique³⁸ ». Quand l'Action Jean Monnet visant à promouvoir l'enseignement et la recherche sur l'intégration européenne sera lancée à la fin des années 1980, elle sera récompensée de ses investissements et promue chef de la division.

Plus largement, la production d'une histoire de l'intégration européenne par ce groupe d'historiens héritiers d'une histoire diplomatique accordant une place importante aux institutions et aux « grands hommes » (politiques mais aussi hauts fonctionnaires)³⁹ permet au service de l'Information Universitaire et aux partisans d'une politique d'éducation et de recherche de démontrer l'utilité de leur action. En collaborant avec ce groupe d'« experts » historiens à l'écriture de cette histoire – en particulier en soutenant pour le cinquantième anniversaire du Traité de Rome la rédaction de sa propre histoire par les historiens du Groupe de Liaison et quelques collaborateurs et en se prêtant au jeu des « témoignages historiques » – la Commission assure son autopromotion, notamment face au Parlement européen qui est l'objet de multiples études. Dans la préface à ce volume, José Manuel Barroso, président de la Commission, ne manque pas d'ailleurs de rebondir sur ces travaux pour affirmer que celle-ci est « le symbole vivant, l'image même de l'Union européenne, dans tous les États membres » et « l'institution typiquement communautaire, alliant la responsabilité politique d'un exécutif, l'expertise administrative et la défense sans faille du projet européen⁴⁰ ».

Des historiens des relations internationales qui tentent de résister à l'histoire sociale et culturelle

Les historiens du Groupe de Liaison sont, quant à eux, issus d'un courant historiographique privilégiant l'étude des relations internationales. Ils prêtent une grande importance aux « événements historiques » (les « étapes » de la construction européenne) et s'interrogent sur le rôle de l'économie ou des « décideurs ». Ils s'opposent donc à la nouvelle histoire socio-culturelle issue des *Annales*, qui triomphe au niveau international à la fin des années 1970, ou à l'*Alltagsgeschichte* allemande. La concurrence de l'histoire sociale est d'autant plus saillante que

38. *Ibid.*, p. 4. Titulaire d'un DEA de droit européen, J. Lastenouse arrive en 1962 à l'Information Universitaire. Elle y reste toute sa carrière, avec un poste de contractuelle durant de nombreuses années.

39. Cf. notamment la collection du Groupe de Liaison, la *Revue d'Histoire de l'Intégration Européenne*, ou Dumoulin (M.), dir., *La Commission...*, *op. cit.*

40. Barroso (J. M.), « Préface », in *ibid.*, p. 7-8. Cf. aussi le « Discours introductif du Président de la Commission européenne José Manuel Barroso à la cérémonie de présentation du livre *Histoire et mémoires d'une institution*, ouvrage de référence sur les premières années (58-72) de la Commission européenne », 2007. Disponible sur http://www.aiace-europa.eu/09archives/50ansRoma/INT_50a_JMB.html.

dans toute l'Europe, celle-ci pratique la comparaison internationale de manière croissante dans les années 1970-80⁴¹. Dans ce contexte, l'investissement dans l'histoire du processus de construction communautaire permet à ces historiens de renouveler leurs questionnements tout en faisant valoir leurs compétences spécifiques (scientifiques, linguistiques, relationnelles) sur un objet désormais porteur. La caution de la Commission les met en position d'incarner collectivement les études historiques sur l'intégration européenne. Cette quête de reconnaissance par l'Europe leur permet de suivre la lignée de leurs prédécesseurs : comme ceux-ci, à travers l'écriture d'une telle histoire, c'est non seulement l'UE mais aussi leur propre courant qu'ils légitiment.⁴²

Il est vrai que la formation du Groupe de Liaison ne va pas sans tension. En 1988, R. Girault, dont les recherches connaissent alors un tournant⁴³ et qui souhaite écrire une histoire totale tenant compte des aspects politiques, économiques, mais aussi sociaux et culturels, propose un projet sur « l'histoire culturelle de l'Europe ». Les réactions sont plutôt hostiles : « Face à un projet aussi intéressant mais tellement énorme qu'il en devient "un monstre" (A. Milward), il convient sans doute d'opérer une sélection (K. Schwabe) même si, paradoxalement, certains thèmes [ont] été oubliés comme celui des migrations (Mme Lastenouse, M. Dumoulin). En outre, le projet exige, d'une part, "la plus large recherche méthodologique possible" (R. Poidevin) et, d'autre part, des moyens financiers énormes (A.S. Milward)⁴⁴. » Si R. Girault met en œuvre ce projet de réseau européen élargi à l'histoire sociale, il est décidé que celui-ci ne pourra pas bénéficier du financement du Groupe de Liaison⁴⁵, sous le contrôle duquel il doit pourtant rester⁴⁶. Le programme de recherche, qui se donne pour objectif l'étude de l'identité européenne, s'organise ainsi sous la forme de dix groupes thématiques, la moitié d'entre eux, pilotée par des membres du Groupe

41. Cf. Kaelble (H.), « La recherche européenne en histoire sociale comparative (XIX^e-XX^e siècle) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 106-107, 1995.

42. Cf. l'étude de Cohen (A.), « Le "père de l'Europe"... », art. cit., p. 24, dans lequel l'auteur souligne que la participation de J. Duroselle et de quelques de ses étudiants à la rédaction des mémoires de Jean Monnet s'inscrit dans une tentative d'institutionnalisation et de légitimation de l'histoire des relations internationales face à l'École des *Annales* et à l'histoire diplomatique traditionnelle de laquelle Duroselle, comme Renouvin, s'est éloigné dans les années 1960. L'histoire des relations internationales se distingue de ces deux courants car elle a l'ambition de ne négliger ni l'histoire politique, ni le poids de l'économie, de la démographie ou des « mentalités » (Frank (R.), « Penser historiquement les relations internationales », *Annuaire français de Relations internationales*, 4, 2003, p. 42-44).

43. Cf. Frank (R.), « Préface », in Girault (R.), dir., *Être historien des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998, p. 13.

44. Procès verbal de la réunion du 16 juin 1988 tenue à l'Institut Universitaire Européen de Florence, Fonds René Girault, Chemise F delta 1777/3/9, BDIC, p. 2.

45. Cf. le Compte rendu de la réunion tenue à Bruxelles le lundi 12 février 1990 à la Commission des Communautés Européennes, Fonds R. Girault, Chemise F delta 1777/3/9, BDIC, p. 2.

46. Procès verbal de la réunion du 27 janvier 1989 tenue à Bruxelles, Fonds R. Girault, Chemise F delta 1777/3/9, BDIC, p. 2. Ces décisions sont prises de manière informelle lors des discussions réunissant les historiens du groupe et des fonctionnaires de la Commission.

de Liaison, privilégiant l'étude des élites politiques et économiques, des institutions, des États membres ou des frontières de l'Union, l'autre moitié, coordonnée par des historiens « extérieurs », travaillant sur la « société », les intellectuels, les masses ou le concept de « mémoire »⁴⁷. Comme le souligne Nicolas Rousselier, on se trouve alors face à une opposition entre des recherches se limitant à l'Europe dans sa dimension communautaire et des recherches ne posant pas de limites géographiques⁴⁸. Ces divergences n'empêchent cependant pas le développement d'une collaboration scientifique qui prend la forme de congrès et ouvrages collectifs.

En rassemblant dès les années 1980 les spécialistes de cette histoire au sein de colloques et en tentant d'imposer leurs travaux « le plus rapidement possible dans l'enseignement universitaire et secondaire⁴⁹ » (alors que partout en Europe, la discipline historique reste largement dominée par la perspective nationale), les membres du Groupe de Liaison œuvrent à une évolution de l'état du rapport de force interne à la discipline et à une plus grande visibilité de leurs études⁵⁰. Un nouveau champ de recherche consacré à l'histoire de l'intégration se développe ainsi peu à peu. La multiplication des thèses dans ce domaine prendra tout son essor dans les années 2000. En 2004, un Réseau international de jeunes chercheurs en histoire de l'intégration européenne (RICHIE) est ainsi créé avec le soutien d'historiens membres du Groupe de Liaison⁵¹.

Les interactions entre historiens, fonctionnaires et politiques européens : entre affinités et tensions

L'affinité des recherches de ces historiens avec la vision du processus de construction européenne de la Commission (importance accordée aux institutions et aux élites communautaires, à laquelle se joint généralement une limitation de l'étude aux pays membres de l'UE) est donc liée *a priori* à leur

47. Pour la première phase de ce projet (1989-94), cf. Girault (R.), dir., *Identité et conscience européennes au XX^e siècle*, Paris, Hachette, 1994. Le réseau sera ensuite coordonné par R. Frank et G. Bossuat. Pour la deuxième phase (1995-99), cf. Frank (R.), dir., *Les identités européennes au XX^e siècle. Diversités, convergences et solidarités*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004. Pour la troisième (2001-07), Bossuat (G.), Busière (É.), Loth (W.), Varsori (A.), dir., *L'expérience européenne, 50 ans de construction de l'Europe, 1957-2007*, Bruylant, Bruxelles, à paraître.

48. Rousselier (N.), « Vers une conscience et une identité européenne ? », *Vingtième Siècle*, 42 (1), 1994, p. 107.

49. Cf. les Statuts du Groupe de Liaison des professeurs d'histoire contemporaine auprès de la Commission des Communautés Européennes, adoptés le 16 juin 1988, Fonds R. Girault, Chemise F delta 1777/3/9, BDIC Annexe 1, p. 2.

50. Cf. aussi la création en 1986 par le Groupe de Liaison de la *Lettre d'information des historiens de l'Europe contemporaine*, qui devient en 1993 *Historiens de l'Europe contemporaine*.

51. G. Bossuat, A. Deighton, M. Dumoulin, J. Laursen, W. Loth, A. Varsori et P. Ludlow participent au côté d'autres historiens (notamment professeurs à l'IUE comme P. Winand ou K. Patel) aux comités scientifiques des manifestations du réseau. Cf. <http://www.europe-richie.org/index-fr.html>.

position académique dans le champ historique. C'est elle qui rend possible le partenariat. La position des historiens du Groupe de Liaison « auprès » de la Commission les amène cependant à cultiver cette affinité et les oblige à répondre aux exigences formelles de cette institution. Celle-ci doit, pour sa part, composer avec des historiens qui restent avant tout inscrits dans le monde universitaire⁵² et s'efforcent de préserver leur « réputation⁵³ », tout en luttant pour obtenir des financements.

Une relation ambivalente avec la Commission : répondre aux attentes tout en préservant une autonomie scientifique

Les historiens du Groupe de Liaison s'assurent une place dans les réseaux de la Commission en soulignant leur utilité pour la construction européenne. Dès la création du groupe, ils mettent en avant l'intérêt d'une histoire de l'intégration du point de vue des « décideurs » eux-mêmes. R. Poidevin introduit ainsi le premier volume de la collection du groupe : « L'histoire des débuts de l'Europe peut-elle donner quelques leçons aux responsables d'aujourd'hui ? Il convient de rappeler que bon nombre de difficultés auxquelles se heurte l'Europe de nos jours se manifestaient aussi en ces années 1948-1950 [...]. En analysant toutes [les] difficultés [des débuts de la construction européenne], en tentant de faire comprendre comment les "pas en avant" ont pu se produire, l'historien n'offre-t-il pas aux responsables d'aujourd'hui quelques thèmes de méditation ?⁵⁴ »

Au cours des années 1980-90, on observe une évolution dans les modalités de l'énonciation de cette utilité sociale conforme aux attentes institutionnelles⁵⁵. Alors que traditionnellement, l'histoire des relations internationales est axée sur les institutions et les acteurs politiques et économiques, l'utilité d'une telle histoire étant surtout pensée à l'intention des « dirigeants » européens – comme le montre la citation de R. Poidevin –, les membres du Groupe de Liaison s'emparent peu à peu de l'enjeu croissant de la conscience et de l'identité européenne. Le réseau thématique EI HISTORY pour lequel ils ont pu obtenir une subvention lors du cinquième PCRD est ainsi présenté comme ayant un rôle à jouer dans l'avènement d'une telle identité⁵⁶. En proposant, à côté des séminaires

52. Les membres du groupe ne sont pas engagés comme « experts » au sein de la Commission. Ils sont chacun professeurs dans des universités nationales ; seuls des projets de recherche peuvent recevoir un financement (partiel ou total) de la Commission.

53. Entretien avec W. Loth. P. Bourdieu (« Le champ scientifique », art. cit., p. 91) note que toute quête de légitimité auprès d'une « autorité extérieure » au champ scientifique risque d'altérer l'autorité scientifique d'un savant.

54. Poidevin (R.), « Avant-propos », in Poidevin (R.), dir., *Histoire des débuts de la construction européenne (mars 1948 - mai 1950). Actes du colloque de Strasbourg, 28-30 novembre 1984*, Bruxelles, Bruylant, 1986, p. 6-7.

55. Celles-ci se reflètent notamment dans les PCRD, qui permettent le financement de projets historiques dans le cadre d'appels portant sur l'« identité européenne » ou la « citoyenneté ». Cf. <http://cordis.europa.eu>.

56. Cf. <http://www.lcd.lu/cere/uk/groupe/glreseauuk.html>.

classiques sur les institutions ou les étapes de la construction européenne, des séminaires intitulés « La question de l'identité européenne : analyse historique et philosophique » (M. Dumoulin, à l'Université Catholique de Louvain) ou « L'expérience de l'unité européenne au XX^e siècle, conscience européenne et identités nouvelles » (G. Bossuat, à l'Université de Cergy-Pontoise), ces historiens élargissent aussi leur offre de formation à la problématique identitaire. C'est qu'avec le développement de politiques identitaires au niveau communautaire et la concurrence d'une histoire sociale qui s'intéresse de plus en plus à l'Europe, cette thématique est devenue incontournable. En ce sens, leur participation au réseau « Identité et conscience européennes au XX^e siècle » fondé par R. Girault permet de ne pas laisser à l'histoire sociale et culturelle l'apanage de cette question et de démontrer l'apport de leur spécialité dans la recherche européenne. D'autant que, si les juristes, économistes, politistes et sociologues sont davantage sollicités en vue d'orienter ou de légitimer les décisions politiques, le thème de l'« identité européenne » constitue pour les historiens le (seul) levier grâce auquel ils peuvent revendiquer une place dans l'espace d'expertise européen. Les effets de cet investissement des membres du Groupe de Liaison restent cependant marginaux. Comme le reconnaît W. Loth, actuel président du groupe, quand la problématique identitaire est abordée lors des colloques organisés par ce dernier, elle est le plus souvent traitée par des historiens invités⁵⁷, les membres du groupe restant fidèles à une histoire davantage politique.

Afin de conserver ses relations privilégiées avec la Commission, le Groupe de Liaison doit également satisfaire à certaines exigences. La création de la *Revue d'histoire de l'intégration européenne* a ainsi été réclamée par la division Information Universitaire pour favoriser la diffusion des recherches sur l'histoire de l'intégration européenne. Cette demande a suscité des tensions, d'autant plus que la division n'avait pas de financement à proposer pour cette revue animée par le groupe⁵⁸. La politique de recherche communautaire induit aussi des conséquences sur la recherche menée. Pour obtenir des financements dans le cadre des PCRD, le groupe est amené à se conformer aux critères de sélection (se rattacher un projet interdisciplinaire, impliquant plusieurs dizaines d'universités). Après avoir vu refuser un projet qu'il avait proposé dans le cadre du sixième PCRD, il a ainsi participé à un autre projet, à dominante politiste, portant sur l'approfondissement et l'élargissement de l'intégration (EU CONSENT). Ce travail interdisciplinaire est compatible avec le courant historiographique dont ces historiens sont issus. Ceux-ci regrettent pourtant le manque d'intérêt de la Commission pour les projets à dominante historique⁵⁹.

57. Entretien avec W. Loth.

58. *Ibid.*

59. *Ibid.*

En tant qu'historiens du temps présent⁶⁰, qui plus est privilégiant l'étude des élites, les membres du Groupe de Liaison doivent en outre faire face à la concurrence des récits émanant des témoins vivants. Depuis les années 1960, un nombre sans cesse croissant d'acteurs de la construction européenne se lancent dans la rédaction de leurs mémoires, prétendant ainsi écrire l'histoire de l'intégration⁶¹. Lors du colloque de 1982, des hommes politiques et de hauts fonctionnaires européens avaient été invités par la Commission pour faire le récit des débuts de l'Europe communautaire en tant que « témoins de l'Histoire⁶² ». Cela n'avait pas manqué de susciter des interrogations chez les historiens, qui avaient notamment pu mettre en doute les interprétations fournies par ces témoins⁶³. En 2002, Romano Prodi, alors président de la Commission européenne, lance l'idée de l'écriture d'une histoire de cette institution de 1958 à 1972 basée sur la mémoire des politiques et des fonctionnaires européens de l'époque. Celle-ci est confiée à des membres du Groupe de Liaison. C'est ainsi qu'en 2007 paraît sous la direction de M. Dumoulin une histoire de la Commission européenne reposant sur une série d'interviews, reconnue par Bruxelles comme un ouvrage de référence⁶⁴. Loin d'avoir été uniquement « réalisé à l'initiative de la Commission européenne⁶⁵ », comme il le laisse entendre, l'ouvrage est aussi le fruit d'un projet d'histoire orale pensé dès les années 1980 par le Groupe de Liaison⁶⁶. Pour les historiens, il a offert à la fois la possibilité de récolter des sources orales pour leurs recherches sur les « décideurs⁶⁷ » et de réaffirmer leur légitimité scientifique vis-à-vis de ces témoins profanes. Il a pourtant aussi été l'objet de tensions, les historiens ne considérant pas la parole des témoins comme une source suffisante et rejetant les propos de certains d'entre eux qui jugent mieux connaître le cours de l'histoire⁶⁸.

60. En faisant de l'intégration européenne l'un de leurs principaux domaines de recherche, ces historiens participent au développement de l'histoire du temps présent. À propos de la concurrence à laquelle doivent faire face les historiens du temps présent, cf. Gaïti (B.), « Les manuels scolaires et la fabrication d'une histoire politique. L'exemple de la IV^e République », *Genèses*, 44, 2001, p. 58-59.

61. Cf. la bibliographie « Mémoires, souvenirs, témoignage » de l'ouvrage de Dumoulin (M.), dir., *La Commission...*, *op. cit.*, p. 206-207.

62. É. Hirsch, U. Sahn, D. Spierenburg, P. E. Taviani et G. Glisenti (*Étude du début...*, *op. cit.*, p. 4).

63. Les interrogations avaient en particulier porté sur les motivations (notamment militaires) ayant conduit à la construction européenne (*ibid.*, p. 15-16).

64. Barroso (J.-M.), « Préface », *loc. cit.*, p. 7. C'est cependant la parole des témoins plus que le travail des historiens qui fait l'intérêt de l'ouvrage selon J.-M. Barroso. Cf. le « Discours introductif du Président de la Commission européenne José Manuel Barroso... », *loc. cit.*, dans lequel il n'évoque les historiens que brièvement.

65. Dumoulin (M.), dir., *La Commission...*, *op. cit.*, p. 3.

66. Les 28 et 29 juin 1985, le Conseil des ministres de la Culture de Milan évoque l'intérêt de recueillir la mémoire des citoyens européens. Le Groupe de Liaison refuse de se lancer dans un tel projet et propose en 1986 de plutôt « sauver la mémoire européenne » des décideurs et des témoins importants. » Cf. Histoire orale, Avis pour la Commission des Communautés européennes, Fonds R. Girault, Chemise F delta 1777/3/9, BDIC.

67. Comme le souligne J. Chevallier (« L'entrée en expertise », *Politix*, 9 (36), 1996, p. 43), l'expertise facilite l'« accès au terrain » et les « investigations approfondies ».

68. Entretien avec W. Loth.

Dans ce contexte, le Groupe s'efforce de préserver son autonomie scientifique. Il souligne que « Ses colloques et publications se font en toute indépendance et conformément à la méthode critique qui est celle des historiens⁶⁹ ». Il tente ainsi de se prémunir contre le risque que « la dépendance trop visible de l'expert vis-à-vis des gouvernants risque de saper les fondements de son autorité scientifique⁷⁰ ».

Un « espace négocié » : des historiens obligés de se battre pour obtenir une reconnaissance qui reste fragile

L'idée selon laquelle le Groupe de Liaison travaillerait simplement à la demande de la Commission est avant tout mise à mal par son combat pour tenter d'infléchir la définition de ses compétences et par le travail de « lobbying⁷¹ » auquel ses membres s'emploient pour promouvoir l'histoire de l'intégration européenne. Jusqu'en 1999, le groupe dispose pour ce faire d'une certaine marge de manœuvre. La division Information Universitaire est basée sur des relations personnalisées et le Groupe de Liaison est géré de manière informelle. Lors de réunions régulières, à Bruxelles ou ailleurs, la place des historiens et leurs relations avec la Commission ou l'IUE sont l'enjeu de conflits d'intérêts permanents.

En premier lieu, le problème des archives communautaires oppose de nouveau, à la fin des années 1980, les historiens du Groupe de Liaison, les archivistes de la Commission et l'IUE. Lors de la création du groupe, la volonté des historiens de jouer un rôle de conseil au service d'archives de la Commission européenne s'était soldée par un échec du fait d'un « refus catégorique des fonctionnaires concernés⁷² ». En 1987, le groupe réussit à obtenir l'accès à certaines archives restées à la Commission, mais se plaint que « les résistances des archivistes, des classifications abusives [réduisent] la portée [des] communications [scientifiques]⁷³ ». Il réitère sa demande de prendre part au travail archivistique à Bruxelles et obtient, cette fois sous le parrainage d'É. Noël (ancien secrétaire général de la Commission devenu président de l'IUE⁷⁴), que les historiens G. Trausch et A. Milward réalisent une enquête sur les sources disponibles. Il n'obtient cependant ni l'édition par le groupe de documents communautaires,

69. Site internet du groupe, <http://www.lcd.lu/cere/f/groupe/glinf.html>.

70. Chevallier (J.), « L'entrée... », art. cit., p. 43.

71. Ce terme est employé par les historiens du Groupe de Liaison eux-mêmes. Cf. le Compte rendu de la réunion tenue à Bruxelles le lundi 12 février 1990, *loc. cit.*

72. Réunion du Groupe de Liaison des Historiens auprès de la Commission des Communautés, le 19 mars 1987 à Rome, Fonds R. Girault, Chemise F delta 1777/3/9, BDIC, p. 2.

73. *Ibid.*

74. La trajectoire d'É. Noël témoigne des relations qui se nouent entre la Commission et l'IUE. Notons qu'avant lui, M. Kohnstamm avait eu une trajectoire similaire en devenant le président de l'IUE après une carrière au sein de la Haute autorité de la CECA et du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe. Cf. Harryvan (A.), Van der Harst (J.), *Max Kohnstamm. Leven en werk van een Europeaan*, Utrecht, Spectrum, 2008.

« M. Noël réserv[ant] un tel travail pour [l'IUE de] Florence.⁷⁵ », ni la création d'une commission responsable des archives incluant des historiens : à la suite de la chute du mur de Berlin, la Commission crée un groupe d'experts chargé de rédiger un rapport sur les archives européennes qui sera exclusivement composé d'archivistes⁷⁶.

En second lieu, le Groupe s'efforce de gagner en indépendance à l'égard de l'IUE : la participation d'É. Noël aux réunions et les avis qu'il peut émettre sur le contenu des colloques organisés⁷⁷ donnent lieu à une remise au point en 1988. Il est décidé que « le Groupe invitera le représentant de l'IUE à participer à ses réunions *au coup par coup* et qu'il n'existe donc pas de lien institutionnel entre l'IUE et le Groupe⁷⁸ ».

Quand J. Lastenouse présente l'actualité du service afin d'y associer les historiens, ceux-ci ne manquent pas non plus de faire valoir leurs revendications. Au sujet de l'organisation d'une conférence pluridisciplinaire, ils exigent par exemple des précisions sur la place que pourront y avoir les historiens. « En effet, la notion d'études européennes en histoire est relativement peu claire. En outre, les autres disciplines que l'histoire ont souvent tendance à annexer celle-ci. Le Groupe réclame donc de la vigilance en la matière.⁷⁹ » Ou lors de la mise en place de l'Action Jean Monnet : « le Groupe émet le vœu que les historiens ne soient pas oubliés dans le projet de création de chaires européennes⁸⁰ ».

De fait, l'Action sera non seulement destinée au droit, à l'économie et à la science politique, mais aussi, dans une moindre mesure, à l'histoire. Et alors que les chaires Jean Monnet d'histoire restent rares⁸¹, la plupart des historiens du Groupe – qui ont chacun mis en place des enseignements dédiés à l'intégration européenne – pourront en obtenir une, dont deux (Dermot Keogh et Wilfried Loth) dès la première année du programme en 1990, et trois (Marie-Thérèse Bitsch, Gérard Bossuat et Anne Deighton) « *ad personam* » – ce qui constitue

75. Réunion du Groupe de Liaison, le 19 mars 1987, *loc. cit.*, p. 2. Cf. la publication par l'IUE de : Lipgens (W.), Loth (W.), eds, *Documents on the History of European Integration*, Berlin, De Gruyter, 1985-91.

76. Commission Européenne, *Les archives dans l'Union européenne. Rapport du groupe d'experts sur les problèmes de coordination en matière d'archives*, Luxembourg, OPOCE, 1994. Disponible sur <http://bookshop.europa.eu/eubookshop/publicationDetails.action?pubuid=167805&offset=0>. La commande de ce rapport par la Commission – et la publication préalable d'une résolution prévoyant la création d'un groupe d'experts (*ibid.* p. VII) – fait suite à la constitution dans les années 1980 d'un réseau transnational d'archivistes qui s'efforcent de faire valoir leurs intérêts au niveau communautaire (cf. *ibid.*, p. VIII-IX).

77. Cf. notamment la réunion du Groupe de Liaison, le 19 mars 1987, *loc. cit.*, p. 1.

78. Procès verbal de la réunion du 16 juin 1988, *loc. cit.*, p. 1 (souligné dans le texte).

79. Procès verbal de la réunion du 27 janvier 1989, *loc. cit.*, p. 2-3.

80. Procès verbal de la réunion du 16 juin 1988, *loc. cit.*, p. 3. En parallèle, les historiens critiquent l'Action Jean Monnet qui met selon eux trop l'accent sur l'enseignement au détriment de la recherche, pourtant indispensable pour garantir un enseignement de qualité (entretien avec W. Loth).

81. Seules 55 chaires d'histoire ont été attribuées entre 1990 et 2008 sur un total de 735 chaires Jean Monnet. Cf. <http://eacea.ec.europa.eu/llp/jeanmonnet/directory/>.

une position académique éminente. À ce titre, la collaboration avec É. Noël, qui participe souvent aux réunions du groupe, doit être soulignée : secrétaire général de la Commission, puis président de l'IUE à partir de 1987, É. Noël préside également de 1989 à 1996 le Conseil Universitaire Européen pour l'Action Jean Monnet, en charge de la sélection et du suivi des projets pour la Commission.

À l'inverse, il faut noter que le programme Jean Monnet constitue aussi un vivier d'historiens spécialistes de l'intégration européenne pour le Groupe de Liaison. Marie-Thérèse Bitsch, Gérard Bossuat, Fernando Guirao et Jan Van der Harst rejoignent ainsi le groupe alors qu'ils sont déjà titulaires d'une chaire. Celle-ci constitue dans ce cas une ressource académique (en tant que titre reconnu dans l'espace universitaire, qui plus est à un niveau européen) et « relationnelle » (l'Action Jean Monnet constituant un réseau dans lequel peuvent s'entretenir des relations scientifiques). Cette ressource leur permet, souvent à côté d'autres éléments de leur parcours – publications, collaborations dans d'autres contextes (notamment au sein du réseau de recherche sur l'identité européenne⁸²), etc. –, de se faire recruter au sein du groupe.

Le Groupe de Liaison tente enfin d'acquiescer un rôle pour « aider la Commission à faire le tri parmi les projets et initiatives qui se manifestent ». Il se heurte cependant au rejet formel de J. Lastenouse qui rappelle que « le Groupe n'est pas un Comité Consultatif⁸³ ». Son obtention de subventions pour la création d'un réseau thématique consacré à l'histoire de l'intégration européenne dans le cadre du cinquième PCRD – alors que ceux-ci ne prévoient pas, à l'époque, de thématiques de recherche prioritaires correspondant aux questionnements des sciences humaines et sociales – peut pourtant être reliée à l'intégration de ces historiens dans le milieu bruxellois (non seulement en raison de leurs relations privilégiées, mais aussi de leur connaissance des attentes scientifiques)⁸⁴. Elle montre à quel point la coopération en amont avec la Commission peut être rentable et productive. Quelques années plus tard, M.-T. Bitsch et A. Deighton pourront aussi participer à titre individuel à des procédures de sélection. Le groupe prévoit en outre de proposer une thématique de recherche pour les prochains appels du septième PCRD⁸⁵.

Depuis 2000, le groupe a cependant cessé d'être rattaché en tant que tel à la Commission. À la suite de la chute de la Commission Santer et de restruc-

82. M.-T. Bitsch mais aussi A. Deighton et A. Varsori codirigeaient déjà un groupe de travail dans ce réseau avant de rejoindre le Groupe de Liaison.

83. Compte rendu de la réunion tenue à Bruxelles le lundi 12 février 1990, *loc. cit.*, p. 1.

84. Le réseau thématique EI-HISTORY a été financé dans le cadre d'une action transversale visant à améliorer « la base des connaissances socio-économiques » (*Key Action Improving the Socio-Economic Knowledge Base. Project Synopses 1999-2001*, p. 259. Disponible sur ftp://ftp.cordis.europa.eu/pub/improving/docs/g_ser_syn_calls.pdf). Il faut attendre le sixième PCRD en 2002 pour voir apparaître une « thématique prioritaire » dédiée aux sciences humaines et sociales (« Citoyens et gouvernance dans une société fondée sur la connaissance »). Cf. Décision n°1513/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002.

85. Entretien avec W. Loth.

turations, le travail de la division Information Universitaire a été réparti entre la Direction Générale de la Communication et la division A3 de la Direction Générale de l'Éducation (en ce qui concerne l'Action Jean Monnet)⁸⁶. À la même époque, J. Lastenouse a pris sa retraite. De plus, des règles financières sont apparues qui rendent impossible l'obtention de subventions de manière informelle et les relations privilégiées avec un tel groupe : chaque financement doit entrer dans le cadre d'un programme destiné à un chercheur, un colloque ponctuel ou un réseau de taille supérieure. Le Groupe de Liaison est forcé de s'adapter à ces nouvelles exigences. Pour répondre aux appels, il ne présente pas de projets en tant que « groupe » pérenne. Officiellement, c'est l'Université d'Essen (en la personne de W. Loth) qui contribue au réseau EU-CONSENT, et le contrat pour la rédaction de l'histoire de la Commission, dont l'ouvrage paru en 2007 n'est que le premier volume⁸⁷, est porté par un groupe d'historiens sous la direction de M. Dumoulin. Dans ces deux cas, c'est pourtant les membres du Groupe de Liaison qui sont impliqués. Le groupe n'entretient pas non plus de relations régulières en tant que tel avec la nouvelle division A3⁸⁸. Il continue à se réunir deux fois l'an, mais au sein des universités nationales, non plus à Bruxelles. Dans ces conditions, il a émis le vœu de modifier son appellation, les termes « auprès de la Commission » ne correspondant plus, à son sens, à la réalité. La Direction Générale de la Communication insiste pourtant pour conserver ce nom⁸⁹.

Ces rapports ambivalents sont sources de tensions. D'autant plus que, pour la première fois, l'Action Jean Monnet a refusé de financer le dernier colloque du groupe sur l'histoire de l'intégration durant la période 1974-83⁹⁰. À travers le Groupe de Liaison, c'est l'histoire qui se trouve dévalorisée par rapport aux disciplines voisines. Ce refus a en effet été basé sur la critique du thème du colloque, jugé « non pertinent », et sur la nature des sources utilisées⁹¹.

Conclusion : l'UE comme nouvel espace de concurrence académique

L'étude des relations que noue le Groupe de Liaison avec la Commission européenne montre que, loin de se contenter de répondre à une demande issue des institutions, un petit nombre d'historiens participe activement à la

86. Entretien avec un fonctionnaire de la Commission européenne, par téléphone, le 1^{er} septembre 2009.

87. « Discours introductif du Président de la Commission européenne José Manuel Barroso... », *loc. cit.* ; entretien avec un fonctionnaire de la Commission.

88. *Ibid.*

89. Entretien avec W. Loth.

90. « From Economic Crisis to new Political Dynamics: the Development of the European Community 1974-83 », Université d'Arhus, Danemark, 11-12 février 2010.

91. Entretien avec W. Loth.

définition d'un « besoin européen d'histoire ». Si l'objet européen s'impose à eux – par des politiques communautaires, mais aussi à travers l'essor du thème dans les débats publics ou l'émulation des disciplines voisines –, ils s'emparent non seulement de la thématique en élaborant des projets de recherche, des colloques, des publications ou des séminaires et cursus universitaires spécifiques, mais tentent aussi d'entrer dans la sphère européenne pour y défendre leurs intérêts. On voit alors se dessiner une lutte visant à acquérir une reconnaissance de l'histoire de l'intégration au niveau européen. Ce dernier est devenu un lieu clef dans lequel s'opère la concurrence entre disciplines et courants scientifiques pour l'accès aux ressources. Dans ce cadre, le Groupe de Liaison bénéficie de la concordance de ses approches avec la vision de l'UE par la Commission, mais souffre de la faible importance accordée à la recherche historique par cette dernière : l'intégration reste avant tout une entreprise où dominant le droit, l'économie et la science politique⁹².

Morgane Le Boulay est doctorante en sciences politiques et en histoire dans le cadre d'une cotutelle de thèse entre l'Université Paris-Dauphine (IRISSO) et la Humboldt Universität de Berlin. Elle est également attachée au Centre Marc Bloch (Berlin). Sa thèse porte

sur les mobilisations d'historiens autour de l'écriture et de l'enseignement d'une histoire de l'Europe depuis les années 1980 en France et en Allemagne.

MorganeLeBoulay@yahoo.fr

92. Cf. notamment le poids du droit et de la science politique dans l'élaboration du projet de constitution européenne, Cohen (A.), Weisbein (J.), « Laboratoires du constitutionnalisme européen. Expertises académiques et mobilisations politiques dans la promotion d'une Constitution européenne », *Droit et société*, 60, 2005.